



**• Arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-3492 du 18 septembre 2024  
relatif à l'exploitation d'un centre de tri des déchets ménagers et professionnels  
et une déchetterie par la société PAPREC GRAND ILE-DE-FRANCE  
située au 10 rue de la Victoire à LE BLANC-MESNIL (93150)**

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement Livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre 1er « installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux, et activités soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la République du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la Seine-Saint-Denis (hors classe) - Monsieur Jacques WITKOWSKI ;

Vu le décret du président de la République du 16 mars 2022 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis – Madame Cécile RACKETTE ;

Vu les arrêtés préfectoraux d'autorisation des 19 décembre 2001, 23 février 2009 et 15 avril 2016 réglementant les activités de la société PAPREC GRAND ILE-DE-FRANCE ;

Vu les arrêtés complémentaires des 21 octobre 2005, 16 octobre 2014, 13 mars 2017, 17 avril 2020, 16 juillet 2020 et 17 novembre 2020 ;

Vu le récépissé de déclaration de succession du 19 juin 2002 ;

Vu le récépissé de déclaration d'activité du 16 mars 2006 ;

Vu la preuve de dépôt de déclaration d'activité du 31 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-2654 du 4 septembre 2023 donnant délégation de signature à Madame Cécile RACKETTE, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement du chef-lieu ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 mai 2024 jugeant la demande de dérogation sur la traçabilité des déchets recevable ;

Vu la lettre préfectorale du 28 mai 2024, notifiée à l'exploitant le 30 mai 2024, l'informant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire et lui proposant de formuler ses observations sur le projet susvisé dans un délai de quinze jours puis par courriel du 17 juin 2024 ;

Vu les observations émises par l'exploitant le 20 juin 2024 ;

Vu la prise en compte des observations émises par l'inspection ;

Vu la présentation de la demande présentée par la société PAPREC GRAND ILE-DE-FRANCE lors de la séance du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques de Seine-Saint-Denis (CODERST) émis le 10 septembre 2024 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire à la suite du passage au CODERST par courriel du 12 septembre 2024, proposant à l'exploitant de formuler ses observations sur le projet susvisé dans un délai de quinze jours ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que l'inspection des installations classées a jugé recevable la demande de dérogation sur la traçabilité des déchets de l'exploitant dans son rapport du 17 mai 2024 ;

Considérant que l'exploitant a émis des observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été notifié une première fois le 30 mai 2024 puis le 17 juin 2024 ;

Considérant que les observations ont été prises par l'inspection et jugées conformes au cadre fixé par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 ;

Considérant l'avis favorable à l'unanimité du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques de Seine-Saint-Denis émis le 10 septembre 2024 ;

Considérant que l'exploitant a été en mesure de fournir ses observations sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis les 30 mai 2024 et 17 juin 2024 puis le 12 septembre 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue par le code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions proposées par l'inspection des installations classées et la société PAPREC GRAND ILE-DE-FRANCE pour encadrer la demande de rupture de traçabilité ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis :

## A R R Ê T E

**Article 1 - Généralités :** La société PAPREC GRAND ILE-DE-FRANCE exploite un centre de tri des déchets ménagers et professionnels et une déchetterie située au 10 rue de la Victoire à Le Blanc-Mesnil (93150) dont le siège social est situé au 3-5 rue Pascal à La Courneuve (93120).

**Article 2 :** Il est pris acte de la demande d'extension de la rupture de traçabilité entre certains déchets entrants et sortants, transmise par courrier du 7 avril 2023, dans un porter à connaissance présentant notamment certaines modifications d'exploitation de la filiale RECYDIS, sur le site de PAPREC GRAND ILE-DE-FRANCE situé au 10 rue de la Victoire, sur la commune de Le Blanc-Mesnil (93150).

**Article 3 - Dérogations :** Les dispositions de l'article 9.2.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-1101 du 15 avril 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La rupture de traçabilité est accordée à tous les déchets dangereux autorisés et faisant l'objet d'opérations de regroupement et/ou de reconditionnement.

Elle n'est accordée, ni pour un lot de déchets faisant l'objet d'une simple opération de reconditionnement, dès lors que ce lot n'est pas mélangé avec d'autres lots lors de cette opération, ni pour les déchets transitant sur le site uniquement pour un entreposage provisoire, comme c'est le cas notamment pour les déchets amiantés.

Les déchets ayant subi un traitement physique (broyage, déchiquetage, démantèlement) sont traités en chapitre 9.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2016-1101 du 15 avril 2016.

**Article 4 :** Les dispositions de l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le bordereau de suivi émis par le producteur du déchet accompagne le déchet. L'exploitant du centre complète le bordereau conformément à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Dès lors qu'il bénéficie d'une rupture de traçabilité pour certains déchets, l'exploitant prend la responsabilité de la gestion des déchets correspondants et en devient pleinement responsable conformément aux articles L. 541-2 et suivants du code de l'environnement.

**Article 5 - Notification :** Le présent arrêté sera notifié à la société PAPREC GRAND ILE-DE-FRANCE au 10 rue de la Victoire - 93155 LE BLANC-MESNIL CEDEX, par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 6 - Publicité :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-Saint-Denis ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Une copie sera adressée au maire de Le Blanc-Mesnil.

**Article 7 - Délais et voies de recours :** 1°- Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée, dans le délai de deux mois prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil :

- soit au moyen de l'application « TELERECOURS » à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr> ;
- soit en y déposant directement un recours.

2°- En application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou d'un recours hiérarchique le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Cette démarche prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement.

***Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.***

**Article 8 - Réclamation :** Conformément à l'article R. 181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

**Article 9 : Exécution de l'arrêté préfectoral :** Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète du Raincy et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,      Le préfet,  
La sous-préfète chargée de mission auprès du préfet  
secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu

Cécile RACKETTE

